

Résumé de la session sur l'avenir du Mouvement pour l'Eau

Forum Alternatif Mondial de l'Eau
Docks des Suds, Marseille, France
17 mars 2012, 9h - 11h.

Ce résumé a pour objet de rendre compte de la discussion durant la session, mais tout ce qui s'y est dit n'y figure pas. De nombreuses propositions qui ont été émises n'ont pas fait l'objet d'accords, d'engagements ou de consensus. Il ne faut donc pas voir ce document comme le résultat d'un consensus mais comme une tentative de compte-rendu et comme une référence pour de futures discussions.

Le contexte

Le mouvement international pour l'eau contribue avec succès depuis plusieurs années à apporter la solidarité aux luttes locales et à peser sur la politique internationale. Un large consensus sur les questions importantes a permis une bonne communication, des actions de soutien et de collaboration partout dans le monde. Mais la nouvelle situation constitue un défi qui nous oblige à amplifier nos efforts de coordination et notre collaboration.

Objectif

Cette session a pour but de permettre une discussion ouverte à tous sur les questions qui nous sont posées en tant que mouvement, sur nos atouts et nos priorités, sur ce que nous pouvons accomplir ensemble dans le court terme et le long terme, et sur les actions concrètes que nous pouvons entreprendre.

Déroulement de la session

La méthodologie proposée pour cette session est adaptée du fishbowl.

Il y a un animateur avec devant lui quatre chaises. Trois personnes sont chargées d'introduire, pendant 7 minutes chacune, les sujets de discussion portant sur certaines des questions mentionnées ci-dessous. Pendant le débat toute personne du public qui souhaite intervenir peut venir s'asseoir sur la chaise vide et attendre son tour de parole. Quand la quatrième chaise est occupée, la personne qui s'est exprimée en premier se lève et va s'asseoir dans le public. Ce procédé se poursuit pendant toute la séance, la chaise vide permettant d'accueillir de nouvelles interventions. Chacun dans l'assistance pourra ainsi avoir deux ou trois minutes pour commenter ce qui s'est dit précédemment et/ou pour s'exprimer sur les questions ci-dessous.

A la fin de la séance une personne, préalablement désignée, donne un bref compte-rendu des points de consensus et des projets d'action énoncés.

Les questions proposées à la discussion durant la session

- Quelles sont les questions qui se posent à notre mouvement, quels sont ses atouts, quelles sont ses priorités ?
- Est-il utile que notre programme comporte des stratégies diversifiées ? Y a-t-il des stratégies prioritaires à adopter ?
- Comment rapprocher et lier les questions d'ordre thématique, géographique, local/global ?
- Comment traiter les innovations en matière de privatisation et de marchandisation de l'eau ?
- Que pouvons-nous accomplir ensemble dans le court terme et sur le plus long terme ? Comment poursuivre la construction de notre programme ? Quelles actions concrètes pouvons-nous engager ?

RESUME

1. Qui sommes-nous, pourquoi sommes-nous ici, où en sommes-nous, que devons nous faire en tant que mouvement

On peut résumer cette partie en disant comme les Anglais : « Le whisky se boit, mais l'eau est un sujet de dispute », car la raison qui rassemble les mouvements de justice pour l'eau à Marseille est que l'eau est devenue un sujet de contestation, de mobilisation sociale et de lutte.

Il est évident que nous travaillons sur des questions différentes, que nous menons des campagnes différentes, et que nous agissons à différents niveaux : local, national, régional ou international. Nos luttes portent sur des problèmes structurels, nous luttons contre un modèle de développement qui place le marché en arbitre de toutes les valeurs et qui fait de l'eau un objet économique et monnayable ; un modèle qui place le profit avant l'humain et avant l'environnement. En bref, le capitalisme détruit la planète et il nous faut arrêter cela avant qu'il ne soit trop tard.

Nos stratégies et nos tactiques sont diverses : elles s'appuient sur des moyens légaux, sur les médias, sur des actions directes, ou sur d'autres formes d'action. Nous savons que différentes campagnes d'actions menées dans le monde pour défendre l'eau et la revendiquer comme un bien commun sont vues comme illégales et que des militants luttant pour leurs droits et pour leurs vies ont été persécutés ou tués par des entreprises, des gouvernements, des soldats ou des groupes paramilitaires.

Nous reconnaissons notre diversité, mais sommes aussi confrontés à l'urgence de concrétiser notre solidarité et de travailler ensemble au niveau international.

Nous venons de mouvements divers : la justice pour l'eau, les mouvements de paysans, de femmes, pour le climat, contre les barrages, contre les mines, contre le gaz de schiste et d'autres industries minières, des mouvements de jeunesse, et de nombreux réseaux géographiques et thématiques. Mais ce qui nous rassemble dans ce forum est une résolution partagée de contester le Forum Mondial de l'Eau commercial et de mettre en avant une nouvelle vision et une nouvelle culture de l'eau, de proposer une alternative concrète.

En somme, nos mouvements, de même que l'eau, coulent, circulent et se rejoignent. Nous sommes capables de changer le discours dominant sur l'eau. Nous sommes des mouvements en mouvement. Le changement est absolument inévitable.

2. Les différentes questions et les défis collectifs des mouvements

- La privatisation est un naufrage et nous devons contester le discours dominant ; différents groupes montrent la voie, par exemple en revendiquant le caractère public de l'eau, en construisant des alternatives, en précisant ce que nous voulons mettre à la place de la privatisation.
- L'eau est au centre de nouvelles questions qui nous sont posées :
 - « L'économie verte » - nécessité de reconquérir notre langage. Greenwashing de l'économie plutôt qu'une économie verte.
 - Les nouvelles formes de privatisation, de financiarisation et de marchandisation de l'eau, le rôle des institutions financières internationales, comme la Banque Mondiale, le capital international, les hedge funds, les spéculateurs, etc...
 - Le rapport nourriture-eau-énergie et les liens entre l'accaparement des terres, l'eau et les problèmes de sécurité énergétique des gouvernements et des entreprises.
 - Les mesures d'austérité dans l'Union Européenne ; la crise de l'euro et ses conséquences dans le monde.
- En termes de campagne et de construction du mouvement :
 - Comment contrer le pouvoir des multinationales et du capital.
 - Comment comprendre les liens entre l'eau, la nourriture et l'énergie et construire un programme qui les prenne en compte.
 - Comment concrétiser travail en commun et solidarité (par exemple, travailler avec le mouvement sur le climat de Rio+20, avec le mouvement des paysans, Via Campesina, les

- rapports Nord-Sud, etc...). Quel sera notre projet politique commun et comment avancer ?
- Comment mettre en avant le rôle important que jouent les femmes dans la gouvernance et la gestion de l'eau. Sans oublier le rôle particulier de la jeunesse en tant qu'avenir du mouvement.

3. Stratégies et propositions (particulières et générales)

Cette partie peut se résumer par le slogan du mouvement italien : « Ca s'écrit « eau » mais ça se lit « démocratie ». Par conséquent, une des stratégies centrales du mouvement est la citoyenneté active, la participation sociale, le pouvoir du peuple, la démocratie de l'eau, ce qui implique l'engagement des citoyens à chaque étape du processus de prise de décision sur comment gérer l'eau. La participation de la population est essentielle pour, par exemple, exiger des services publics de l'eau. Ceci signifie aussi que la prise de décision n'est pas abandonnée aux politiciens et aux élus.

Plus précisément, d'autres stratégies et propositions ont été mentionnées par les participants :

- construire des forces locales et s'assurer que leurs préoccupations et avis sont pris en compte dans l'agenda politique international, y compris l'agenda et les campagnes du mouvement.
- relier le droit humain à l'eau aux autres droits, comme le droit à la santé et aux soins, à l'hygiène, à la nourriture, les droits du paysan, de l'enfant, etc...Bref, élargir la perspective et le cadre des questions sur l'eau.
- poursuivre la collecte de récits et d'expériences/initiatives qui redécouvrent, redéfinissent et reconquièrent les services publics et communautaires: relier les luttes locales aux luttes régionales et internationales afin de modifier les politiques gouvernementales et celles des organismes multilatéraux. Cela implique la promotion de technologies adaptées, mises en oeuvre sur place par les communautés locales.
- créer un espace commun, doté d'un langage commun (par exemple, les vocabulaires utilisés par les militants et les gestionnaires des ressources publiques en eau), combler les fossés (thématiques, sectoriels, linguistiques et géographiques), afin de travailler ensemble sans compromettre la politique et les principes. La question-clé, ici, est de savoir sur quelles bases pouvons-nous travailler ensemble (par exemple, peut-être le processus de Rio+20, l'Assemblée Générale de l'ONU qui accueille le prochain sommet sur l'eau ?).
- définir clairement sur quoi le changement doit porter et qui sont nos cibles communes.
- avoir des rencontres régulières.

Propositions concrètes :

- créer un tribunal international de l'eau pour la gestion et la résolution des conflits relatifs à l'eau
- relever le défi de créer un véritable Réseau Africain de l'Eau en essayant de tenir compte des différences existant sur le continent.
- tenir un discours alternatif sur Rio+20 et faire opposition aux nouvelles formes de financiarisation et de marchandisation de l'eau.
- renforcer les réseaux tels que Reclaiming Public Water, réseau horizontal et mondial d'avocats, de chercheurs, de gestionnaires publics de l'eau et de syndicalistes qui défendent des modèles progressistes de gestion publique de l'eau.
- construire un réseau Asie-Pacifique consacré à l'eau et s'attaquer aux problèmes de distance et de langues.
- profiter de Blue October pour définir un agenda et des messages communs de manière à renforcer les luttes locales.
- accroître la visibilité des opérateurs publics progressistes.
- surveiller la corruption, non seulement dans les IFI (Institutions Financières Internationales) mais aussi au niveau local (par exemple les problèmes de népotisme dans les services publics de l'eau).
- soutenir les campagnes contre l'eau en bouteille.
- faire le lien entre l'accaparement des terres avec celui de l'eau, avec les intérêts des investisseurs dans le secteur de l'eau, et avec le rôle joué par les IFI et les banques régionales de développement.
- s'associer à des spécialistes de secteurs autres que l'eau dans le cadre de Rio+20, observer ce qui se passe à Davos, écouter les discours et présenter un contre-discours.

- soutenir les Initiatives Citoyennes Européennes.
- soutenir les luttes contre l'utilisation de l'eau comme moyen d'occupation, comme en Palestine.
- Se joindre à l'appel du jeudi du mouvement pour la justice en matière d'eau. La langue peut poser un problème, mais qui peut être surmonté avec une préparation adéquate.
- soutenir la Caravane de l'Eau qui parcourra l'Afrique et l'Inde pour promouvoir les traditions ancestrales de gestion de l'eau.
- engager la lutte contre la financiarisation de l'eau et mettre au point des stratégies concrètes dans ce sens.
- s'engager à dénoncer l'influence des entreprises sur l'ONU et à la combattre.
- boycotter le prochain Forum Mondial de l'Eau en Corée du sud et organiser notre propre espace.
- continuer à oeuvrer à la concrétisation du droit humain à l'eau et à l'hygiène et à l'organisation d'un sommet de l'eau ou du droit à l'eau sous les auspices de l'ONU en 2014.

4. Calendrier politique

Avril – Réunions au printemps de la Banque Mondiale, contre-réunions des ONG.

1er avril – Lancement de la première Initiative Citoyenne Européenne sur le droit humain à l'eau (EPSU, Union des Services Publics Européens,)

17 avril – Journée contre l'accaparement des terres (organisée par Via Campesina).

5-6 mai – Réunion de CEO (Corporate Europe Observatory) et TNI (TransNational Institute) à Bruxelles sur la crise financière européenne.

3-4 mai/7-8 mai – Réunion à Bruxelles sur la financiarisation de la nature dans l'Union Européenne, faisant suite à la réunion CEO/TNI

15-19 mai – Action « Block the ECB » (blocage de la Banque Centrale Européenne) à Francfort.

5 juin – Mobilisations nationales de sensibilisation sur Rio+20.

20 juin – Journée d'action mondiale contre la marchandisation de l'eau (et de la nature) et l'économie verte dans le cadre du Sommet des Peuples de Rio+20.

Blue October – Mois d'action international contre la main-mise sur l'eau par les entreprises et pour garantir l'eau comme bien commun.

Texte rédigé par :

Mary Ann Manahan, Focus on the Global South

Gabriella Zanzanaini, Food and Water Watch Europe

Claudia Campero, Food and Water Watch/RED VIDA